

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 180 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2965 - Prix : 1€

Un monde  
de fric et  
de sang  
Il faut  
le changer !



**Sidélec : preuve de la  
collusion permanente  
entre politiciens et patrons**

*Page 6*

**Chrome (BTP) : grève  
pour les salaires et  
contre le mépris  
patronal**

*Page 9*

**Mayotte : Les agents  
d'EDM se  
préparent à la grève**

*Page 12*

## Ce monde de fric et de sang, il faut le renverser !

À Gaza, la guerre d'extermination se poursuit. La mort rôde partout et tout le temps. Elle est sur le visage de centaines de milliers d'enfants exténués, affamés et squelettiques. Netanyahu procède à une purification ethnique, et les dirigeants européens en sont encore à faire semblant de se demander si Israël respecte ou non les droits humains !

En Ukraine, Poutine et Trump nous font du grand cinéma autour de la paix, mais la guerre n'en finit plus. Kiev est toujours bombardée. Les soldats russes et ukrainiens continuent de tomber au combat ou de croupir dans des prisons sordides.

Bien d'autres régions du monde sont ravagées par la guerre. En République démocratique du Congo, au Soudan, au Mali, où des millions de femmes et d'hommes ont été tués et des millions d'autres déplacés, qui peut même dater le début de la guerre ?

Et quel peut être l'avenir pour l'humanité quand les bruits de bottes se multiplient et que l'on s'enfonce toujours davantage dans la crise économique et la catastrophe climatique ?

Mais pour les maîtres du monde, le principal est que les affaires continuent. Et elles prospèrent ! Le grand casino de la finance bat son plein. Les sauteries, du genre de celle organisée par Macron à Versailles avec Choose France, se multiplient d'un bout à l'autre de la planète. La grande bourgeoisie y fait son marché à coups de milliards.

Les Arnault, Michelin, Bolloré, Musk, Bezos, Zuckerberg ont mille et un projets pour faire fructifier leurs fortunes. Et ils en ont plus encore pour se vautrer dans le luxe.

Quand Trump s'est déplacé au Proche-Orient, ce n'est pas le sort des Palestiniens qui l'a préoccupé, mais son propre business. L'affairiste de New York a été comblé : la Trump organisation construira une résidence de luxe au Qatar, un golf à Dubaï, une Trump Tower à Djeddah, et les pétromonarchies investiront des milliards dans sa cryptomonnaie.

Tout est de la même eau. ArcelorMittal supprime des emplois en France et se plaint de ce qu'il n'est plus rentable de produire de l'acier en Europe. Mais il investit un milliard de dollars dans les Celtics de Boston, une équipe de basket américaine !

Ce sont ces crapules qui dirigent l'économie ! Ce sont leurs laquais, à la tête des États, qui prétendent dire ce qui est bien et ce qui est mal, et décider de la paix et de la guerre. Il ne faut pas l'accepter ! Leur système capitaliste d'exploitation et d'enrichissement est une insulte à la dignité et à l'intelligence humaines.

L'humanité a les moyens de supprimer la misère depuis déjà longtemps. À l'échelle de la planète, les moyens de vivre dignement, sans que quiconque craigne de manquer, existent. Le progrès continu de techniques et des connaissances devrait permettre à tous de s'épanouir sans avoir à exploiter ou dominer quiconque.

Les États-Unis pourraient, à eux seuls, régler nombre de problèmes de la planète. Avec les meilleurs laboratoires de la planète, ils ont une capacité d'innovation et de recherche scientifique inégalée. Au lieu de cela, la classe capitaliste la plus riche du monde fait une orgie de richesses. Elle voue un culte à l'accumulation individuelle et à la loi du plus fort.

Sous la pression de Trump, elle attise la guerre économique. Plus fanfaron que jamais, le caïd de la Maison Blanche a annoncé la construction d'un « golden dome », un bouclier antimissile inspiré par le « dôme de fer » d'Israël. 600 ou 700 milliards de dollars, soit plus qu'il n'en faudrait pour éradiquer la malnutrition et nombre de maladies mortelles dans le monde, seront donc consacrés à mettre en orbite de quoi faire sauter plusieurs fois la planète.

Tant que nous laisserons les rênes à la classe capitaliste, l'évolution réactionnaire, guerrière et barbare de la société suivra son cours. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé et n'existera jamais, mais le capitalisme sénile est de plus en plus barbare.

Pour faire de nouveau progresser la société, il faut viser le renversement de la bourgeoisie et de l'ordre impérialiste. C'est pourquoi il faut que les travailleurs renouent avec les idées communistes révolutionnaires.

En 1789, les paysans et le petit peuple des villes ont trouvé le courage, la force et l'organisation d'aller demander des comptes puis de détrôner la classe de parasites qui vivait à Versailles.

Ils ont construit une nouvelle société abolissant les privilèges de naissance. Ce sont les privilèges de l'argent qu'il faut désormais supprimer. Et seule une révolution dirigée, cette fois, par le monde du travail pourra l'imposer.

Nathalie ARTHAUD

## Santé : des coupes en préparation

Le 26 mai, Nicolas Revel, le directeur général des Hôpitaux de Paris (AP-HP), a publié une note intitulée « Pour sortir de l'impasse » faisant le bilan des insuffisances du système de santé et proposant des pistes. Bilan et pistes qui ne diffèrent en rien de ce que l'on entend d'habitude.

Il reconnaît tout ce que les médecins, les infirmiers, les patients dénoncent quotidiennement : la diminution du nombre de lits et de l'effectif du personnel médical, en citant les chiffres respectivement de 19 % et de 12 % à l'Assistance publique entre 2019 et 2023. Il affirme qu'il ne

faut pas faire de recherche de productivité sur le dos des soignants ou pénaliser les patients en agissant sur les remboursements. Et pourtant, comme la branche maladie de la Sécurité sociale affiche un déficit « **structurel** » de 14 milliards d'euros en 2024 qui ne peut que croître avec le vieillissement de la population, le patron de l'AP-HP estime qu'il faut réagir.

Selon lui, il faut donc fermer les « *petites structures hospitalières médico-chirurgicales* » aux plateaux techniques et au niveau de compétences « *insuffisants* » ; obliger les médecins à

donner des consultations ponctuelles dans les déserts médicaux ; surveiller à distance, grâce aux outils numériques, les malades souffrant de pathologies chroniques dont les soins sont « *à l'origine des deux tiers de la dépense de santé totale* ».

Ce sont autant de pistes déjà largement explorées par ceux qui préconisent des économies. C'est ce que le directeur de l'AP-HP appelle « *travailler pour resserrer la demande de soins sur sa partie réellement nécessaire ou non évitable* ». Avec le résultat qu'on sait.

## Le capitalisme, un breuvage indigeste

Aujourd'hui encore, nombre de familles réunionnaises ont à cœur de torréfier elles-mêmes leur café, car ce procédé permet d'obtenir un breuvage odoriférant, au goût puissant.

Pour le confectionner elles disposaient jusqu'à présent dans les commerces de café vert vendu à un prix économique, entre 3 et 4 euros le kilo, qu'il ne leur restait plus qu'à torréfier à la maison.

Cette possibilité de se confectionner un café à un prix économique a certainement été ressentie comme un manque à gagner insupportable par les capitalistes de la grande distribution... qui ont, du jour au lendemain, décidé de retirer le café vert de leurs linéaires pour le remplacer par du café torréfié industriellement et vendu entre 3 et 4 fois plus cher !

Au pays du capitalisme, tout doit se transformer en profit.

L'abus de café, dit-on, rend nerveux, mais moins que ce système qui nous dévore !



## **GHER en déficit : sa direction a choisi de soigner les banques au détriment de ses salariés et des malades**

**Le Groupe Hospitalier Est Réunion (GHER) a ouvert ses portes à Saint-Benoît en janvier 2012. Il a pris le relais de la clinique locale vieillissante et aux capacités d'accueil limitées.**

Sa construction répondait alors aux besoins de soins de la population de l'est de l'île obligée bien souvent de se déplacer à 40 km de là dans les établissements hospitaliers du chef lieu.

Mais son financement s'est rapidement révélé entaché de nombreuses tares qui obèrent depuis sa création son fonctionnement, ce qui risque d'être le cas jusqu'en... 2051 !

En effet le directeur de l'époque avait, pour en financer les travaux, contracté auprès des banques des emprunts toxiques aux intérêts variables. Leur montant initial de 95 millions d'euros se sont au final retrouvés portés à plus du double, soit 208 millions d'euros. Chaque année la part remboursée aux banques par le GHER au titre des intérêts de la dette

égale voire dépasse le remboursement du capital.

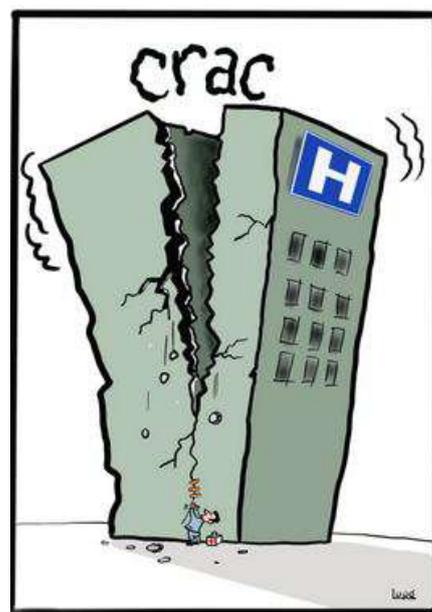
Résultat, ces emprunts absorbent la totalité des revenus dont dispose l'établissement bien qu'il ait augmenté fortement le volume de ses actes médicaux.

Et c'est sous prétexte d'insuffisance de moyens financiers que les différentes directions du GHER n'ont rien trouvé de mieux, pour tenter d'équilibrer leurs comptes, que d'imposer des milliers d'heures supplémentaires non payées aux soignants, le report sine die des embauches attendues et des travaux d'extension du service des urgences complètement saturé. Les malades sont ainsi les deuxièmes victimes de ce choix financier.

Dernier « acte de bravoure » de la direction du GHER pour réaliser quelques ridicules économies, elle s'en est pris récemment à ses salariés handicapés suite à accidents du travail, les mutant arbitrairement dans d'autres services avec pertes de salaires, en licenciant même certains

ayant refusé d'être ainsi déplacés.

La réponse ne s'est heureusement pas faite attendre, une cinquantaine d'agents du GHER ont cessé le travail vendredi 16 mai pour exiger le retour des déplacés dans leurs postes d'origine et le remboursement des sommes perdues.



## **Pesticides : les bonnes affaires des trusts de la chimie**

**On ne compte plus les articles et reportages télévisés montrant des agriculteurs désarmés face à des insectes ravageant leurs récoltes.**

Ils expliquent qu'ils n'ont pas d'autre solution que de continuer à utiliser des insecticides pourtant dangereux pour la nature et les hommes. Mais ceux que l'on ne voit jamais, ce sont les concepteurs et fabricants de ces produits fort lucratifs.

Le marché des produits phytosanitaires, le nom savant des pesticides, est dominé par des trusts tels que BASF, Bayer et Syngenta. Ils ont tout intérêt à faire prolonger les autorisations de mise sur le marché de leurs produits et à se servir pour

cela des difficultés des agriculteurs. Ils sont aidés par la FNSEA et la Coordination rurale, qui orientent systématiquement leurs attaques contre les agences sanitaires et les autorités publiques, et jamais contre les producteurs de pesticides.

L'acétamipride, un pesticide interdit en France depuis 2018, mais autorisé dans d'autres pays européens, qui consiste à agir sur le système nerveux des insectes et perturbe aussi les abeilles, est le dernier de la famille qui soit encore autorisé en dans l'Union européenne. Avec la loi Duplomb, les défenseurs de l'acétamipride, et ses producteurs, veulent donc juste gagner du temps avant une probable interdiction européenne.

C'est déjà sous le prétexte qu'il

n'y avait pas d'alternative contre le charançon de la banane que l'autorisation du chlordécone a été prolongée aux Antilles dans les années 1970 et 1980, ce qui a empoisonné la population antillaise et entraîné une épidémie de cancers de la prostate.

« Pas d'interdiction sans solution », réclament les agriculteurs. Mais pourquoi les multinationales de la chimie se préoccuperaient-elles de chercher des solutions, si la sacrosainte liberté de commerce leur permet de trouver un marché pour écouler leurs produits malgré leur dangerosité, et si les États l'acceptent ?

## Agriculture : les gros refusent les contraintes

Le 26 mai, sous la pression des agriculteurs de la FNSEA dont quelques centaines se sont déplacés à Paris, l'Assemblée nationale s'est débrouillée pour ne pas avoir à examiner en séance le projet de loi Duplomb, destiné à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur ».

Le principal objectif de cette loi est de restaurer l'usage de produits phytosanitaires interdits pour des raisons environnementales, comme un insecticide utilisé par les betteraviers et qui menace la survie d'insectes pollinisateurs. La loi prévoit également d'assouplir les conditions pour construire des élevages de porcs ou de volailles de grandes tailles. Elle vise à faciliter le stockage d'eau pour l'irrigation, comme les fameuses mé-

gabassines dont l'installation a été combattue par des dizaines de milliers de manifestants.

Pour l'essentiel, cette loi reprend les exigences formulées par les agriculteurs mobilisés en janvier 2024 par les deux principales fédérations agricoles, la puissante FNSEA et celle qui l'a concurrencée lors des dernières élections agricoles, la Coordination rurale. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, le rapporteur de cette loi, Laurent Duplomb, sénateur LR, est lui-même propriétaire d'une exploitation agricole, ancien président FNSEA de la chambre d'agriculture de Haute-Loire et président du groupe laitier Sodiaal. C'est dire que cette loi est taillée sur mesure pour satisfaire aux exigences des gros exploi-

tants agricoles.

Au Parlement, la loi est soutenue par une large alliance, réunissant les macronistes, le Modem, LR, ainsi que le RN. Pour contourner les amendements de LFI et des écologistes, la proposition de loi a été renvoyée à une commission mixte entre sénateurs et députés, dans laquelle la droite est majoritaire, ce qui sauvera l'essentiel des dispositions.

Pour défendre les intérêts des petits agriculteurs qui vivent de leur propre travail, la santé de la population ou le maintien de la biodiversité, pas plus au fond que pour empêcher la réforme des retraites ou bloquer une loi antiouvrière, on ne peut compter sur le cirque parlementaire.

## Vanille malgache : ceux qui plantent et ceux qui récoltent !

Cette année, les planteurs de vanille malgache n'ont réussi à vendre leur vanille qu'au prix de 46 000 ariary le kilo, soit 9,06 euros alors qu'ils en demandaient 100 000 (19,71 euros) à l'unique exportateur du pays qui a profité de sa situation

monopolistique pour leur imposer ses conditions tarifaires.

Ce profiteur comme tous les intermédiaires de son acabit, locaux et internationaux, dispose en effet de marges considérables qui lui permettraient de mieux rémunérer le travail

de ceux qui produisent cette épice très demandée, car elle se négocie, une fois transformée, entre 300 et 600 € le kilo sur le marché international.

## Bernard Arnault : le poids des milliards

Bernard Arnault, PDG de LVMH, première fortune de France et une des plus grandes dans le monde, a été auditionné mercredi 21 mai par une commission sénatoriale, qui enquête sur les aides publiques versées aux grandes entreprises.

Arnault a commencé par attaquer Fabien Gay, rapporteur communiste de la commission sénatoriale et directeur du journal *L'Humanité*. La une de ce quotidien titrait le jour de l'audition sur les suppressions d'emplois dans le luxe, dont 1 200 chez Moët Hennessy, la filiale Vins et spiritueux du groupe LVMH. Il a prétendu que le titre était mensonger, car ce ne serait pas des licenciements, mais des départs non remplacés. Comme si ce n'était pas pour autant

des emplois en moins pour ceux qui en cherchent.

Mais pour Bernard Arnault, l'État n'a rien à dire sur les suppressions d'emplois, et il doit se contenter de remercier LVMH d'embaucher des dizaines de milliers de personnes en France, comme s'il leur faisait un cadeau. Il s'est aussi vanté d'être à la tête du groupe qui paye le plus d'impôts en France, 15 milliards en dix ans. Mais cela ne représente qu'une goutte d'eau pour ce groupe qui a fait 85 milliards de chiffre d'affaires et autour de 13 milliards de bénéfices en 2024, en exploitant ces dizaines de milliers de salariés.

Réagissant à la demande d'Emmanuel Macron aux chefs d'entreprises de faire preuve de patriotisme

en suspendant leurs investissements aux États-Unis, Arnault a aussi déclaré : « Chaque fois que l'État se mêle des affaires privées, cela conduit à la catastrophe ».

Pour Bernard Arnault, les patrons investissent où ils veulent, embauchent ou licencient s'ils veulent, sans que l'État ait son mot à dire. En revanche, il trouve tout à fait normal que l'argent public revienne dans ses poches sous forme de subventions et aides diverses.

Une façon de rappeler aux sénateurs qui décide dans la société capitaliste... et qui obéit.

## Sidélec : preuve de la collusion permanente entre politiciens et patrons

**Le procès pour corruption et entente mettant en cause les dirigeants du Sidelec et cinq entreprises répondant à ses appels d'offre s'est prolongé devant la 32ème chambre du tribunal correctionnel de Paris à la demande du Parquet National Financier.**

Les chefs des entreprises concernées accusés d'avoir évincé de façon concertée certains de leurs concurrents et de s'être mis d'accord avec les dirigeants du Sidélec sur la répartition des marchés et leurs montants surestimés, parfois de trois fois leur prix normal, avaient déjà reconnu en novembre 2024 devant ce tribunal avoir convenu en réunion d'une telle entente en échange du versement au profit du président du Sidélec, Maurice Gironcel, et de son directeur général des services, Yves Gigan, d'« un certain pourcentage financier pour pénétrer le marché », soit quelques 50 000 euros.

Ils ont d'ores et déjà été condamnés à des années d'interdiction de gérer des entreprises (avec sursis!) et à plusieurs centaines de milliers d'euros d'amende.

Pour ces faits présumés, les avocats du PNF viennent dans un deuxième temps réclamer pour les deux dirigeants du Sidélec plusieurs années d'inéligibilité ou d'interdiction d'occuper un emploi public, plusieurs années de prison, avec ou sans sursis, et plusieurs dizaines de

milliers d'euros de réparation.

À cela s'ajoute la demande des avocats du Sidélec demandant réparation à tous les participants à cette combine à hauteur de 3,5 millions pour préjudice subi par l'organisme. Le tribunal rendra sa décision le 25 septembre 2025.

Mais il ne rendra pas justice à la population et aux travailleurs spoliés. Cela seuls les travailleurs renversant le pouvoir en place pourra le réaliser.

### Absence de contrôle

Pour rappel, le Sidélec a été créé à La Réunion en 2000 à la demande de certains maires, en particulier le maire PCR de Sainte-Suzanne, revendiquant que le traitement des demandes de raccordement et de renforcement des réseaux électriques se fasse sous le contrôle des élus réunionnais.

Cependant, la Chambre Régionale des Comptes de La Réunion relevait dans un rapport daté de 2018 que le Sidélec n'avait toujours pas établi de Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour cause de non remontées de leurs besoins par les communes... alors qu'elles sont toutes représentées au sein du Conseil d'Administration du Sidélec ! De même la CRC dénonçait l'absence de contrôle interne sur l'utilisation des redevances publiques et privée reçues par le Si-

délec et l'absence de contrôle technique de la tension relevée sur les réseaux (qualité de l'électricité délivrée aux usagers) ainsi qu'« aucune des annexes obligatoires jointes aux documents budgétaires comme l'état du personnel, des provisions et la liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier ou encore les variations du patrimoine (valeur du réseau transféré d'EDF au Sidélec) ! Et elle concluait, à juste titre, que « ce défaut nuit à l'information du comité syndical et des citoyens ! »

Sans parler de malversations, le moins qu'on puisse dire, c'est que l'opacité règne depuis sa création au sein de la gestion du Sidélec !

Or celui-ci ne fonctionne en fait qu'avec des fonds publics : à 62 % venant de l'État qui le finance au travers du Fonds d'Amortissement des Charges d'Électrification (FACE), à 11% venant d'EDF et 11 % venant des collectivités.

En fait de proximité, les maires et leurs adjoints en font preuve surtout avec le patronat. Les élus du PCR ne se distinguent en rien des autres élus de droite, socialistes ou écologistes. Ils passent le plus clair de leur temps à gérer le système tel qu'il est, sans contester en quoi que ce soit le pouvoir qu'ont les patrons sur toute la société et l'économie en particulier.

Le transfert du réseau électrique d'EDF aux élus s'est traduit dans les faits par une main mise directe des entreprises privées sous traitantes d'EDF sur le marché de la construction et du renforcement des réseaux électriques.

Et dans cette nouvelle situation, des élus font office d'entremetteurs, intéressés sous la table, pour permettre aux intérêts privés de mettre la main sur ce marché qui avant 2000 leur échappait et s'élève chaque année à La Réunion à 7 millions d'euros.



Maurice Gironcel (PCR), président du Sidelec

## Exonérations dans l'outremer : ça coûte cher !

**Un rapport de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales rendu public le 20 mai, confirme, ce que tout le monde savait, l'inefficacité économique des exonérations des cotisations sociales patronales en outremer.**

En effet, ce cadeau annuel de 1,5 milliard d'euros fait au patronat de l'outremer dont le coût a grimpé de 33,6 % entre 2019 et 2023, « *ne fait pas apparaître d'effet significatif ni sur l'emploi* » « *ni sur les rémunérations, ni sur les indicateurs de ren-*

*tabilité des entreprises* ».

Les rapporteurs préconisant d'égratigner un peu ce système d'aide aux entreprises pour faire économiser à l'État entre 100 et 300 millions d'euros par an, il n'en faut pas plus au patronat de l'outremer pour s'offusquer.

En effet, depuis la loi Pons (du nom de l'ancien ministre des Dom-Tom) de 1986, qui a permis notamment aux grandes fortunes métropolitaines de se payer des yachts de luxe sous les tropiques, ces gens-là considèrent que l'argent public leur appartient.

Depuis 40 ans, tous ces milliards distribués sous une forme ou sous une autre, en veux-tu, en voilà, par les gouvernements qui se succèdent, auraient pu servir aux retraites, à la santé des travailleurs, à construire des hôpitaux, des logements, aux transports en commun qui manquent cruellement, au lieu de finir dans les poches des capitalistes.

Mais pour ça, il ne faut pas compter sur les frêles recommandations d'entités inféodées à l'État, mais sur la mobilisation des travailleurs, à une grande échelle, pour l'imposer.

## Retailleau : à la poursuite du RN

Lundi 19 mai, le ministre de l'Intérieur Retailleau a rendu service au patron des Républicains Retailleau en informant par télégramme les préfets d'une évolution des « *modalités de prise en charge des refus d'obtempérer* ».

Depuis 1999, à l'exception du territoire qui est du ressort de la préfecture de police de Paris, la règle était de n'engager des poursuites que concernant des individus évadés, ar-

més, ou ayant commis un crime grave. Désormais, tout refus d'obtempérer devra être suivi d'une course-poursuite par les policiers ou les gendarmes, « *avec discernement* », ajoute la consigne.

Depuis des années, les syndicats de police Alliance et Unsa exigeaient une évolution des procédures. C'est chose faite, et cet assouplissement des règles du droit de poursuite s'ajoute à celui sur l'usage de l'arme

de service introduit en 2017. Une étude, non encore publiée, pour une revue scientifique affirme que depuis, le nombre moyen de tirs mortels par des policiers sur des occupants de véhicules a été multiplié par cinq.

Le cocktail risque donc d'être détonant, mais pour le chef des Républicains Retailleau, l'enjeu est surtout la course-poursuite derrière l'extrême droite dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027.

## Stérin : un financier de l'extrême droite

Pierre-Édouard Stérin, milliardaire d'extrême droite, a refusé à trois reprises de se rendre à la commission d'enquête parlementaire concernant l'organisation des élections en France.

Ce grand admirateur de Trump et Musk, partisan des idées les plus crasses, dont la théorie du grand remplacement, se veut un des artisans et bailleurs de fonds de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France. Stérin est aujourd'hui à la tête d'une fortune de 1,4 milliard d'euros. Il dit vouloir « *servir et sauver la France* ». Mais son amour ne va pas jusqu'à vouloir y payer des impôts puisque depuis 2012, il est exilé fiscal en Belgique. En 2017, il a fondé la Nuit du Bien Commun, une fondation reconnue d'utilité publique

alors qu'elle finance des écoles privées catholiques hors contrat et nombre d'associations identitaires et anti-avortement. Stérin organise depuis 2015 des cocktails réunissant grands patrons, acteurs du monde associatif catholique et responsables politiques de droite ou d'extrême droite comme les Retailleau, Marion Maréchal, Ciotti, Zemmour. Il a soutenu Zemmour en 2022.

Le projet Péracles pour lequel Stérin doit être auditionné à l'Assemblée se veut un plan d'action pour permettre l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Dévoilé en juillet 2024 par L'Humanité, il planifie le financement de la propagande contre le wokisme, l'immigration et le socialisme et d'une « *guérilla juridique* » contre ses adversaires.

Concernant les échéances électorales, il s'agit « *d'aider à remporter plus de 1 000 mairies (2026), aider à remporter la présidentielle et la majorité absolue (2027) à fournir et former des cadres* ».

Selon le journal *Le Monde*, à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée en 2024, des patrons du CAC 40 ont missionné Stérin et son bras droit, Durvy, pour entrer en contact avec les dirigeants d'extrême droite. Durvy a fait modifier le programme économique de Marine Le Pen, jugé « *trop à gauche* ». Et rapidement il a rassuré son monde : le programme du RN sera « *probusiness et coupera dans les dépenses de l'État* ». Il y a là plus de franchise que dans les prétentions « *sociales* » de Le Pen ou Bardella.

## Sans-papiers : régularisation pour tous !

La nouvelle liste des métiers dits « en tension », qui permettent aux travailleurs sans papiers de demander une régularisation, vient d'être publiée avec des mois de retard, puisque son actualisation était prévue par la loi immigration de janvier 2024.

Mais il se trouve que Bruno Retailleau, l'actuel ministre de l'Intérieur, était dans l'opposition à l'époque du vote de la loi. Il avait alors mené bataille à l'Assemblée nationale contre le titre de séjour pour les métiers en tension. Retailleau n'était donc pas pressé de publier cette liste, et ce n'est pas par hasard si elle a été publiée quelques jours après son élection à la tête de son parti Les Républicains. Il a en effet axé toute sa campagne sur la lutte contre l'immigration et ne voulait certainement pas apparaître comme le ministre qui régularise des sans-papiers.

Ce serait de toute façon très exagéré, car si les immigrés concernés pourront demander leur régularisation, celles-ci resteront à l'appréciation des préfets, et Retailleau a donné des consignes pour les limiter au maximum.

Une partie des patrons protestent, jugeant cette liste trop restrictive. Par



exemple, les garçons de café ne sont pas considérés comme exerçant un métier en tension en Provence-Alpes-Côte d'Azur ni en Bretagne, alors que la saison estivale approche.

Mais dans l'ensemble, la démagogie anti-immigrés du gouvernement rend bien service au patronat, en forçant les travailleurs qui n'ont pas de papiers à accepter des conditions bien plus difficiles que les autres, ce qui fait pression sur les salaires et les conditions de travail de tous. Cela permet aussi de faire des immigrés des boucs émissaires, et de masquer la responsabilité du patronat dans les

bas salaires, les licenciements, le chômage.

Bien des secteurs de l'économie, des travaux publics à la restauration, des maisons de retraite au nettoyage, ne pourraient pas fonctionner sans les travailleurs immigrés, qui font partie à part entière de la classe ouvrière. Il est indispensable de lutter contre les divisions qui affaiblissent les travailleurs, en affirmant que, métier « en tension » ou pas, tous ont le droit de vivre et de travailler là où ils le souhaitent.

## Manif des Comoriens de La Réunion contre l'augmentation des tarifs d'Air Austral

À l'annonce de la suppression de la liaison aérienne directe Réunion-Moroni par la compagnie régionale réunionnaise Air Austral, les Comoriens vivant à La Réunion ont manifesté leur colère.

En effet, outre le fait qu'ils sont dorénavant obligés de transiter par Mayotte avec parfois l'obligation de payer une chambre quand le transfert vers les Comores n'est pas immédiat, ils se retrouvent à payer parfois plus de 1200 euros pour un voyage dont le prix s'élevait avant à 700 euros (prix demandé pour un aller retour

Réunion-Paris, soit 9000 km, en période verte !) et ce pour couvrir une distance de seulement 1700 km !

La direction d'Air Austral prétend que l'aéroport de Moroni ne répond pas aux « exigences opérationnelles de la flotte Air Australe ». Il faut comprendre par là qu'elle ne dispose plus des avions capables d'atterrir à Moroni parce que ses avions sont en réparation !

Voilà à quel cynisme et à quelle rapacité des capitalistes d'Air Austral se heurtent aujourd'hui les Comoriens de La Réunion pour rendre visite à leurs familles.

Ils ont bien raison de lui demander des comptes et de ne pas se laisser racketter !



## Décès d'Anne Cheynet

Réunionnaise issue d'une famille pauvre, née en 1938, elle a vécu dans le quartier de Saint-François à Saint-Denis. Après des études littéraires, elle a exercé comme professeur de français à La Réunion, à Paris et à Madagascar.

Elle était aussi romancière et s'est fait connaître par son livre « Les muselés » édité en 1977 qui dépeignait les conditions inhumaines et l'exploitation dans lesquelles vivait la majorité de la population réunionnaise dans les années 1950/1960. Mais, révoltée et alors militante du FJAR (Front de la Jeunesse Autonomiste Réunionnaise, organisation des jeunes du PCR), elle a utilisé cet ouvrage pour s'insurger contre l'injustice sociale et dénoncer tout ce qui conduit les masses exploitées à accepter avec fatalisme leur situation avec ces mots : « La classe travailleuse est toujours exploitée, méprisée, assistée. Elle ne s'est pas élevée. On peut dire, sans abuser du mot, que l'esclavage n'est pas mort à La Réunion. La dignité humaine n'est pas respectée. C'est ce qu'il y a de

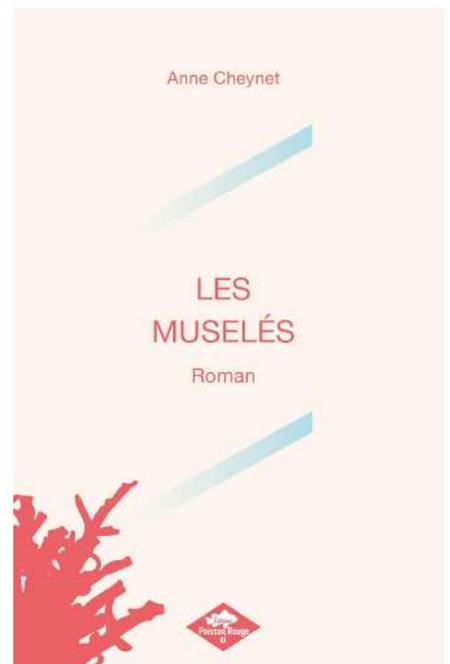
plus révoltant et il faut le dire, le crier, le hurler. Personne n'a le droit d'ignorer que, dans ce pays, des hommes sont obligés de se taire, de tout accepter pour ne pas mourir de faim, de marcher à quatre pattes devant les plus puissants : ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent, de l'instruction.

*Muselés par l'alcoolisme, l'analphabétisme, la misère, une religiosité opprimante, ils vivent au jour le jour, s'accrochant à tout espoir qui leur est donné, s'y accrochant à court terme car il faut avant tout « survivre » ; la faim et les conditions de vie lamentables, si elles laissent la place à l'illusion, n'en laissent pas souvent au rêve, ni à la réflexion politique. Enfance et adolescence volées par les corvées, la misère, les bagarres, la violence, ils se retrouvent vieux, après une vie d'esclaves ».*

Près de 50 ans après, une bonne part de ce constat est malheureusement toujours valable à La Réunion. L'exploitation des travailleurs se porte bien, trop bien. Mais il n'est pas question pour nous, communistes révolutionnaires, de renoncer au com-

bat contre cette société abrutissante et exploiteuse, mais au contraire de contribuer de toutes nos forces à la renverser et à forger le parti communiste digne de ce nom qui s'en fera l'outil !

P.S. : Les Muselés est édité aux éditions « le Poisson rouge » et aussi disponible auprès de nos camarades !



## DANS LES ENTREPRISES

### Chrome (BTP) : grève pour les salaires et contre le mépris patronal

Depuis le 14 mai 2025, les travailleurs de l'entreprise Chrome, construction de maisons, sont en grève. Fin mai, ils attendent encore leur salaire d'avril, une partie des salaires de mars n'a toujours pas été versée, sans parler des primes de trajet qui, elles, n'ont jamais été payées.

Alors que depuis le début de l'année les retards de paiement sont devenus la norme, le patron reste sourd aux revendications de la vingtaine de travailleurs réunionnais, malgaches, comoriens, mauriciens subissant tous la même exploitation et le même mé-

pris. Si le patron comptait sur la diversité des origines et la situation précaire de certains pour diviser les travailleurs il a obtenu la meilleure réponse possible : la grève, la lutte collective.

C'est un bon exemple à suivre car, en effet, ce qui se passe chez Chrome n'est pas un cas isolé. Dans le bâtiment comme dans bien d'autres secteurs le patronat ne respecte même plus le minimum : payer un salaire pour un travail déjà effectué et cherche par tous les moyens à sauver ses sales profits en affaiblis-

sant la capacité de réaction du monde du travail.

C'est précisément la conscience de son unité, quelle que soit son origine, qui renforce la classe ouvrière. C'est aussi la conscience qu'elle produit tout, que sans elle rien ne fonctionne, rien ne se construit. Les luttes qui construisent cette prise de conscience font peur aux capitalistes, aux patrons petits et gros. Vive la grève des travailleurs de Chrome !

## GAZA

### Le crime de masse continue

Les informations qui parviennent de Gaza, plus révoltantes les unes que les autres, montrent comment l'armée israélienne mène une guerre ouverte contre la population civile sans cesse déplacée, bombardée et affamée pour la pousser au désespoir et la préparer à l'exil volontaire.

Les médias rapportent maintenant les conditions terribles dans lesquelles les Palestiniens survivent et meurent. Ils racontent comment l'armée israélienne, non seulement organise la famine en bloquant les convois de ravitaillement, mais favorise l'action des pilliers contre les rares convois qui passent. Cette politique vise à semer le chaos en terrorisant la population et en affaiblissant ce qui reste d'organisation.

Netanyahu et les chefs de l'ar-

mée israélienne font tout pour rendre définitivement impossible l'existence des Palestiniens à Gaza et pour saper la restauration d'une autorité palestinienne, quels qu'en soient les dirigeants. Par bien des aspects, le fantasme trumpien de transformer Gaza en une riviera du Moyen-Orient sert leur projet. Si Trump, tout à ses affaires avec les dirigeants arabes de la région, et d'abord les riches pétromonarchies du Golfe, bat froid à Netanyahu et prend quelque distance avec l'opération militaire en cours, il n'a pas retiré son soutien militaire à Israël.

Pour l'heure, dans la tragédie en cours, un espoir est porté par la petite fraction de la population israélienne qui se mobilise contre les crimes de guerre menés en son nom. Outre les

manifestations régulières à Tel Aviv contre Netanyahu, son mépris de la vie des otages et le caractère de plus en plus autoritaire de son gouvernement, des Israéliens dénoncent le sort fait aux Palestiniens. Ainsi quelque 400 personnes se sont rassemblées à Sderot, à quelques kilomètres de Gaza pour scander « Ce n'est pas en affamant et en tuant des enfants, des femmes et des vieillards qu'on aura la sécurité ! » en brandissant des pancartes « Halte au génocide à Gaza ». Ceux qui, dans la population israélienne, comprennent qu'ils ne pourront vivre en sécurité en exterminant leurs voisins, peuvent jouer un rôle décisif pour changer la donne.

## CONGO

### Impérialisme à nu

Trump, qui veut faire voter le budget 2026 de l'État fédéral, l'a nommé « grande et belle loi », ce qu'elle est effectivement pour les riches. Les 100 milliards de dollars de baisse d'impôts par an que Trump avait institués lors de son premier mandat et qui devaient prendre fin cette année, sont en passe d'être pérennisés.

Ce budget comporte aussi des attaques contre Medicaid, qui permet aux plus pauvres de bénéficier de quelques soins gratuits. Il impose de devoir travailler quelques heures pour y avoir accès, ce qui exclura de cette aide dix millions de personnes selon l'office budgétaire du Congrès.

Trump ayant promis à ses électeurs ouvriers de ne rien couper dans Medicaid, avait initialement prévu ces coupes en 2029 et dénoncé par avance comme traîtres les républi-

cains qui amenderaient sa « grande et belle loi ». Or la majorité républicaine à la Chambre des représentants a souhaité que ces coupes soient effectives dès la fin 2026, au nom de la maîtrise du déficit budgétaire. Lorsqu'il s'agit de gaspiller 150 milliards de dollars pour un hypothétique « dôme doré » antimissile, il n'est plus question de la dette fédérale qui gonfle. Pas plus que lors du vote sur les baisses d'impôt qui réjouissent les milliardaires.

En revanche, Trump impose une taxe supplémentaire de 3,5 % sur les envois d'argent que les travailleurs immigrés font à leur famille. Toujours en pointe sur la démagogie anti-immigrés, Trump a réussi à faire avaliser par la Cour suprême la suspension du statut protecteur dont 350 000 immigrés vénézuéliens bénéficiaient jusque-là. Ils peuvent être

arrêtés et déportés hors des États-Unis. Les immigrés cubains, haïtiens et nicaraguayens craignent d'être les prochains sur la liste et des millions d'autres sont aussi très inquiets.

Trump s'attaque ainsi à toute une partie de la classe ouvrière. Aux ouvriers blancs qui votent pour lui et qui subissent autant que les autres travailleurs l'érosion des salaires du fait de l'inflation, Trump n'offre qu'un étalage de préjugés racistes censé les contenter. C'est ce qu'il a fait en mettant en scène sa rencontre avec le président noir d'Afrique du Sud accusé de diriger un régime raciste anti-blanc.

Tôt ou tard, la classe ouvrière des États-Unis elle-même devra se lever contre les initiatives de Trump et des capitalistes.

## ÉTATS-UNIS

### L'offensive antiouvrière de Trump

En visite au Vietnam le 26 mai, Macron n'était pas seulement accompagné de Madame, mais surtout d'une brochette de patrons français avides de contrats profitables. Cet intérêt subit pour l'ancienne « perle de l'empire colonial français » n'est pas sans lien avec la guerre commerciale actuelle.

Durant ce voyage, Macron a prétendu rendre hommage aux combattants pour l'indépendance du Vietnam. Servir les profits vaut bien, si ce n'est une messe, au moins une cérémonie hypocrite.

Le Vietnam attire les entreprises européennes et donc françaises, qui espèrent recueillir au moins des miettes de l'affrontement économique entre les États-Unis et la Chine. En effet, depuis des décennies, le régime dit communiste, qui règne et impose son autorité sur la classe

ouvrière, permet aux entreprises étrangères d'y venir produire à bas prix des marchandises destinées à l'exportation. Après la Chine, le Vietnam est ainsi devenu le nouvel eldorado de l'exploitation et de la production, d'autant qu'il est plus que la Chine protégé de la guerre économique avec les États-Unis.

Or Trump menace maintenant le Vietnam de droits de douane importants (46 %) afin de combattre le déficit commercial américain de 123 milliards de dollars avec ce pays. Il veut s'en prendre en particulier aux produits chinois qui sont exportés aux États-Unis via le Vietnam et sont donc moins taxés que ceux qui arrivent directement de Chine.

Vu l'importance de ses exportations vers les États-Unis, le Vietnam est déchiré entre la nécessité de maintenir de bonnes relations avec

l'impérialisme américain et la place importante qu'occupent dans son économie les exportations massives vers son voisin chinois. Maintenir un équilibre entre ces deux enjeux est une préoccupation des dirigeants vietnamiens. C'est pourquoi Macron et les autres capitalistes européens espèrent saisir l'occasion d'avancer leurs pions. Les capitalistes français pourraient ainsi retrouver une place sur le marché vietnamien, après être tombés à moins de 1 % de ses importations.

Après la défaite mémorable subie par l'armée française à Dien Bien Phu il y a 71 ans, Macron voudrait bien que la présence coloniale trouve une suite. Ainsi, les profits des capitalistes français d'aujourd'hui seraient dans la continuité.

## MAURICE

### Les Chagos restitués à Maurice, mais les Chagossiens toujours interdits à Diego Garcia pendant 99 ans !

**Lors de l'indépendance arrachée par la lutte par les Mauriciens en 1968 à l'ex puissance coloniale britannique, celle-ci avait délibérément détaché les îles Chagos (situées à 2200 km au nord-est de Maurice) de Maurice pour en faire le « Territoire britannique de l'océan Indien ».**

Non contente de cela, la Grande Bretagne en a aussi expulsé ses 2000 habitants vers les Seychelles ou Maurice où ils se sont retrouvés dénués de tout et réduits à survivre dans des bidonvilles.

Elle a aussi passé un accord avec le gouvernement américain pour transformer l'île principale, Diego Garcia, en aéroport militaire qui servira à l'impérialisme US à mener la

guerre du Golfe en 1991, à mener les opérations contre les Talibans en Afghanistan à partir de 2001 et la guerre en Irak en 2003 et à exercer leur contrôle sur toutes les régions proches de l'océan Indien.

Mais les Chagossiens n'ont jamais accepté le sort qui leur avait été fait par les impérialistes américains et britanniques. Ils n'ont eu de cesse de retrouver leurs îles.

Leur combat n'a pas été vain, car ils ont obtenu ce droit le 22 mai dernier près de 60 ans après leur éviction de leurs îles, avec les seules réserves qu'ils n'auront pas le droit de retourner à Diego Garcia avant 2124, car cette île reste aux mains de l'armée américaine, et que ce droit n'est pour l'instant réservé qu'aux Chagossiens installés à Maurice et

aux Seychelles, mais pas à leurs descendants installés en Grande Bretagne. Dernière ignominie.



## LES COMORES

### Grève à l'aéroport de Moroni

Depuis le jeudi 22 mai, plusieurs dizaines d'agents chargés du fret et des bagages à l'aéroport international Prince Saïd Ibrahim de Moroni sont en grève. Ils réclament le paiement de leurs salaires non versés en mars et avril 2025. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'ils se retrouvent obligés d'arrêter le travail pour être payés car ces retards de paiement se

répètent depuis des années.

Ils sont d'autant plus inquiets pour leur situation que la gestion de cet aéroport a été rétrocédée le 1er mai dernier par le gouvernement comorien à la société émirati Terminal Holdings qui a tout de suite annoncé son intention de supprimer 800 emplois sur les 1000 que compte l'établissement au prétexte que le ratio

employés/voyageurs serait trop élevé.

Voilà une nouvelle qui pourrait conduire les mille salariés de l'aéroport comorien à rejoindre le combat entamé par leurs camarades du fret et des bagages ! Souhaitons qu'ensemble ils se fassent respecter !

## MAYOTTE

### Les agents d'Électricité De Mayotte se préparent à la grève

Électricité De Mayotte (EDM) existe depuis 1997. Elle n'était alors qu'une société d'économie mixte et ses salariés ne bénéficiaient pas du statut EDF.

Il faudra des années de lutte et de nombreuses grèves à partir de 2006 pour qu'enfin, en 2011, les agents d'Électricité de Mayotte bénéficient, sur le papier, des mêmes droits que leurs camarades d'EDF.

Mais 14 ans plus tard, ils constatent que l'accord signé en 2011 n'est toujours pas respecté et qu'ils pâtissent toujours d'une politique discriminatoire.

Les postes de commandements et les salaires qui vont avec sont réservés aux cadres venus d'ailleurs et aux « profils parachutés ». Les agents locaux qui assument la majeure partie du travail ne bénéficient pas d'évolution de carrière et des reclassements et salaires correspondants.

22 % d'une enveloppe annuelle de plus de 320 000 euros de primes sont concentrés entre seulement 5 personnes, dont une raflant 100 000 euros.

Le droit au « voyage 5 ans » est laissé à l'appréciation de la direction et le tarif agent appliqué au rabais par rapport à celui auquel ont droit tous les agents EDF.

Ce déni de justice ajouté au sur-travail dû et au manque d'effectifs,

mis en évidence à la suite du passage destructeur du cyclone Chido, a fait déborder le vase.

Le temps des comptes est venu.

C'est ce qui a amené le syndicat CGTMa de l'entreprise à déposer le 21 mai dernier un préavis de grève prévue de démarrer le 3 juin prochain pour l'application pleine et entière du statut des IEG (Industries électriques et gazières), les évolutions de carrière et les reclassements attendus, le respect de la sécurité sur les chantiers et le versement immédiat d'une prime de partage de la valeur pour tous de 6000 euros.

Preuve du mépris de la direction d'EDM à l'égard de ces travailleurs, celle-ci n'avait toujours pas ouvert de négociations le 28 mai pour répondre aux revendications des électriciens de Mayotte.

Il ne leur reste que le rapport de force et donc la grève pour se faire entendre et obtenir gain de cause !



#### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282